

Démocraties sans démocrates, démocrates sans démocraties

Christian Nakhlé
Chargé de mission au CAP

octobre 2007

Paradoxalement, la démocratie apparaît dans le Monde Arabe comme une idée neuve, principalement sous l'effet des initiatives américaines sur le "Grand Moyen-Orient". Lancée au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, cette politique de "démocratisation" de l'espace politique arabe a souvent été promue avec volontarisme par les Etats-Unis, mais également avec maladresse et hésitations, au point d'être aujourd'hui largement revue à la baisse, voire passée à la trappe.

Jalonnés par les élections en Palestine qui ont porté le Hamas au pouvoir, la montée en puissance du Hezbollah au Liban, l'élection de 88 députés Frères Musulmans en Egypte, l'effondrement de l'Irak et la prise en compte des craintes exprimées par les régimes arabes modérés alliés de Washington, ces vingt-quatre derniers mois ont en effet annoncé le reflux d'une politique censée accompagner l'ouverture démocratique des régimes de cette région. Il ne s'agit certes pas d'une bonne nouvelle. Mais au moins pourrait-on aujourd'hui tirer les enseignements nécessaires des aléas qui ont

accompagné un projet ambitieux, sans doute aussi par trop naïf, que nous avons, en France comme en Europe, soutenu, parfois avec réticence (G-8 de Sea Island en 2004) et souvent en mettant en avant nos propres instruments (Barcelone).

DES SOCIÉTÉS POLITIQUES ARCHAÏQUES

Il convient tout d'abord de partir d'un diagnostic objectif. Le constat que l'on peut dresser aujourd'hui sur le mode de gouvernance et d'appréhension de l'espace politique dans le monde arabe demeure sévère avec :

- des pouvoirs arabes délégitimés, même si (ou au contraire car) ils demeurent performants sur le plan sécuritaire : face à ces “pouvoirs forts” se cachent néanmoins le plus souvent des “Etats faibles” qui remplissent de moins en moins leur fonction de régulation, de redistribution et d'offre sanitaire et éducative à la société ;

- des “régimes ossifiés”, manœuvriers et obsédés par la gestion du statu quo et le maintien d'un ordre souvent déterminé depuis les indépendances et en fort décalage avec les évolutions de leur société ;

- des sociétés politiques encore en gestation, constituées par un regroupement hétéroclite d'intellectuels, de membres de partis historiques et traditionnels, d'étudiants et d'hommes d'affaires. Tous confondus, ils constituent une sorte de courant moderniste, contestant l'ordre imposé et régulé par des mécanismes primitifs, hypertrophié par des appareils sécuritaires, gangrené par la corruption et le clientélisme, et adossé à des contre-pouvoirs (justice, presse, syndicats, etc.) structurellement faibles ;

- une contestation populaire authentique mais faible et divisée, formée des strates défavorisées de la société mais surtout des mouvements et regroupements contestataires souvent noyautés par les islamistes. Ces oppositions aux pouvoirs en place dans le monde arabe sont vulnérables, composites et tiraillées à la fois par

Démocraties sans démocrates, démocrates sans démocraties

des luttes internes et des divergences radicales du modèle politique et social qu'elles promeuvent ;

- des islamistes enfin, organisés et vindicatifs, détenteurs d'un vrai discours et porteur d'un projet certes contestable mais cohérent, potentiellement capable de cristalliser la seule opposition crédible aux pouvoirs établis. Placés sous contrôle voire réprimés, ils représentent aujourd'hui un épouvantail (utile) aux régimes arabes, rétifs à tout mouvement qui pourrait leur conférer l'espace suffisant, une masse politique critique, qui leur servirait de tremplin à la prise du pouvoir.

UN MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE INTROUVABLE

Les forces démocratiques, au sens où nous l'entendons et comme l'ont attesté les différents rapports du PNUD sur le développement humain dans la région, ont peu de poids dans le monde arabe, pas ou peu enclin à une tradition démocratique, pas ou peu doté de structures authentiquement démocratiques, pas ou peu attaché à un Etat de droit digne de ce nom. Les opinions publiques arabes ont, semble-t-il, d'autres priorités : celles-ci sont principalement axées sur les revendications sociales et la contestation de l'autorité mais pas fondamentalement sur des instruments démocratiques, à savoir des élections libres, un gouvernement représentatif et un Etat de droit.

Dans ce contexte, quels sont les acteurs réels, ou possible, du mouvement démocratique, dans quelles conditions agissent-ils, avec quelles perspectives ?

Les fractions démocratiques de l'opinion

Elles existent dans tous les pays arabes tout en demeurant composites, minoritaires voire très minoritaires et peu structurées. Elles rassemblent une fraction de l'opinion éclairée, des élites, des intellectuels, des universitaires, de la presse, des professions libérales.

Elles mobilisent aussi souvent la partie la plus dynamique du patronat et une fraction de la jeunesse. Elles comptent aussi les membres des petits partis d'inspiration ou sous influence occidentale, libéraux, communistes, sociaux-démocrates.

Ces opinions démocratiques demeurent faibles face aux pouvoirs et aux forces traditionnelles. Mais, dans la phase actuelle, elles ont tendance à s'affirmer vigoureusement. Elles pourraient jouer le moment venu un rôle de ferment et de catalyseur décisif pour la démocratisation de la région.

La pression étrangère

La référence aux concepts démocratiques occidentaux est depuis longtemps un des éléments du paysage politique arabe. Elle a profondément marqué le débat politique aux XIXe et XXe siècles. Jusqu'à très récemment, cette référence s'incarnait dans la politique américaine du "Grand Moyen-Orient" mais aussi dans la politique européenne de Barcelone. Elle devrait probablement être formulée à nouveau, par exemple dans le cadre d'une Union Méditerranéenne que la France appelle aujourd'hui de ses vœux.

La politique de démocratisation conduite par les Etats-Unis dans la région a incontestablement rencontré de notables soutiens auprès des élites arabes, notamment d'une classe d'intellectuels et d'activistes au sein des ONG las de devoir affronter seuls des pouvoirs autoritaires et liberticides.

Cette politique s'est néanmoins heurtée à un large refus des pouvoirs, mais aussi de la société civile, hostile avant tout au message américain plutôt qu'au message qu'il portait. Affirmée un temps avec aplomb par Washington à l'instar de ce discours volontariste prononcé par Mme Rice à l'université américaine du Caire en juin 2005, cette politique est vite parue menacée par ses premiers effets à savoir le succès électoral des Frères Musulmans en Egypte (décembre 2005) et la victoire du Hamas (janvier 2006) en Palestine.

Démocraties sans démocrates, démocrates sans démocraties

La persistance du chaos en Irak, attribuée par le monde arabe à l'échec d'une politique autoritaire, partielle (Israël), sortant d'un cadre légal (Abou Ghraïb), des Etats-Unis dans la région, n'a fait qu'amplifier le discrédit de Washington et, partant, de toute politique tendant à vouloir accompagner un changement et un élargissement de l'espace politique dans le monde arabe.

Les politiques européennes, quant à elles, prenant position en faveur des droits de l'homme et de la liberté d'expression, se sont heurtées à une forte résistance des régimes bénéficiaires de Barcelone. Ce sont là des défis majeurs que devra surmonter toute nouvelle approche de nos relations avec le monde arabe, notamment, comme indiqué précédemment, celle que nous valorisons aujourd'hui avec la constitution d'une Union Méditerranéenne.

Les islamistes

Ils font d'ores et déjà partie du champ politique, exercent une influence sur la société et une pression sur les pouvoirs. Nous ne pouvons ni ignorer ni minimiser leur influence. Dans la plupart des pays du monde arabe, ils ont une image valorisée et une légitimité incontestable. Leur discours est moraliste et normatif. Ils entretiennent des réseaux activistes, efficaces et influents.

Incontestablement, les islamistes occupent donc aujourd'hui une place majeure dans la vie politique des pays arabes. Ils forment la principale structure politique hors des pouvoirs constitués. Ils disposent d'implantations et de réseaux puissants, ramifiés et efficaces tout en occupant efficacement le champ social et pénétrant les domaines de l'information et de la culture. Leur influence croît au sein des syndicats, des corporations et devient perceptible dans la justice et jusque dans l'armée. Les islamistes adoptent enfin des stratégies structurées, cohérentes et adaptées en conduisant notamment des campagnes populaires et plébiscitées : dénonciation de la corruption, du despotisme et des injustices ; action en faveur des droits de l'homme, de l'état de droit et exaltation des valeurs communautaires et nationalistes.

Si les islamistes dans le monde arabe sont représentatifs et populaires, l'essence de leur action demeure problématique, à nos yeux et à ceux des fractions laïques de cette région du monde, car essentiellement ambiguë et prise dans des contradictions :

- sur le plan social, l'islam politique défend des valeurs patriarcales, traditionalistes et communautaires et non-démocratiques sur la famille, le statut de la femme et les minorités ;

- sur le plan politique, il s'appuie sur des valeurs opposées à la démocratie, fondées sur des concepts religieux dont ils seraient les dépositaires : "souveraineté divine" contre "souveraineté du peuple", "choura" contre "gouvernement représentatif", "statut des minorité" contre "égalité des personnes", etc.

C'est donc un projet de société fondamentalement conservateur que défendent les islamistes du monde arabe. Il s'appuie sur un cadre et des normes qui ne sont pas conformes à notre vision occidentale de la vie démocratique aussi bien sur le plan de la société que sur le plan politique, avec une conception du pouvoir et de l'alternance éloignée de la norme internationale et clairement hostile à l'Occident.

QUELLES VOIES POSSIBLES POUR LA DÉMOCRATIE DANS LE MONDE ARABE ?

A l'évidence, il ne s'agit pas de la préoccupation majeure des pouvoirs arabes

Le système politique au Moyen-Orient est encore aujourd'hui conçu de manière à favoriser, comme on l'a déjà évoqué, un pouvoir hiérarchique autoritaire, un système clientéliste et des services capables d'assurer la régulation sécuritaire des régimes. Face à ces pouvoirs, se dressent des tenants d'un islam politique dont la contestation domine le champ politique. Ils sont présents et visibles mais savent être dans ce combat prudents, réalistes, manœuvriers, prêts aux compromis et aux formules d'arrangement, soucieux

Démocraties sans démocrates, démocrates sans démocraties

avant tout de ne pas entrer dans une confrontation armée avec le pouvoir.

Dans un tel contexte, la question de la démocratisation est reformulée au Moyen-Orient autour de deux thèmes réducteurs auxquels répondent de manière insatisfaisante aussi bien les pouvoirs en place que les opinions publiques arabes :

- pour les premiers, la démocratisation est assimilée à l'intégration fondamentalement conflictuelle des islamistes dans le jeu politique. Elle est sacrifiée par les régimes en place à l'autel des impératifs sécuritaires et sous couvert de lutte contre le terrorisme ;

- pour les seconds, la forte présence des Etats-Unis dans ce débat rend paradoxalement le projet douteux et suspect. Le déficit de popularité des Etats-Unis dans la région, que d'aucuns justifient et d'autres contestent, apparaît comme un frein à cette entreprise. Les sociétés arabes, plutôt que de répondre à la question de démocratisation, reportent le débat sur le terrain polémique de la contestation de l'ingérence d'un pays jugé partial et fondamentalement hostile au monde arabe et musulman.

Les réponses apportées par les régimes arabes à cette entreprise de démocratisation demeurent aujourd'hui conflictuelles.

Dans certains pays, la réponse des pouvoirs publics repose sur la simple répression ou l'ostracisation. Ailleurs, les islamistes bénéficient d'une tentative d'assimilation en trompe l'œil, alternant des phases de répressions à des phases d'intégration sous surveillance qui relèvent aussi bien de la manœuvre que d'une certaine forme de pragmatisme politique. Lorsqu'elles sont accordées, ces concessions surveillées et provisoires reposent sur la défiance et le soupçon.

Au total, ces politiques relèvent plus souvent d'un calcul politique des pouvoirs en place que d'une réelle volonté d'ouverture du champ politique qui nécessiterait notamment une dédramatisation du débat politique et une formulation claire par les pouvoirs investis des conditions posées aux islamistes.

Que faire ?

De lourdes incertitudes pèsent sur les tentatives de “démocratisation importée” car elles soulèvent autant de questions qu’elles prétendent apporter des réponses. En effet, quelle légitimité les opinions publiques arabes peuvent-elles accorder à des politiques vécues, encore une fois, comme étant intrusives et autoritaires ? Quelles risques ces dernières font-elles porter sur des Etats déjà faibles et déstructurés ? Quelles places réservent-elles enfin aux démocrates, tels que nous les entendons, face à des islamistes mieux organisés et prêts à conquérir le pouvoir ?

Au-delà de la vision doctrinaire et simpliste prêchée par les néo-conservateurs américains, le constat que l’on peut faire aujourd’hui est sévère mais pas sans espoir : les régimes arabes ne souhaitent évidemment pas une évolution démocratique rapide mais ils se résigneront sous la pression de l’extérieur et de l’intérieur à quelques avancées. Les sociétés arabes, crispées et conservatrices, n’y sont guère préparées mais elles peuvent évoluer. Pour beaucoup, le problème de la démocratie se résume à celui de l’intégration des islamistes dans le jeu politique. Il est vrai qu’il n’y a pas démocratie crédible sans les islamistes mais il est vrai aussi que les partis islamistes ne sont pas aujourd’hui démocratiques.

Le scénario idéal serait que le temps soit laissé à ces sociétés pour se doter des attributs d’une véritable société politique avec une redistribution des pouvoirs, un Etat de droit, des corps intermédiaires, une presse libre et une magistrature indépendante. C’est dans un tel contexte que l’évolution des mouvements islamistes vers des conceptions et des pratiques plus démocratiques pourrait être envisagée.